

MAXIME RODINSON

*Islam, facteur de conservatisme
ou de progrès ?*

« Pourquoi les Musulmans sont-ils en retard et pourquoi d'autres sont-ils en avance ? » Telle est la traduction (plus ou moins heureuse mais littérale) du titre arabe d'un livre célèbre dans le monde musulman. L'auteur de cet ouvrage, publié au Caire par les éditions de la revue de la réforme religieuse islamique, *Al-Manâr*, en 1349 de l'hégire (de mai 1930 à mai 1931 de notre ère), était l'émir libanais Chekîb Arslân, un des chefs de file du nationalisme arabe à l'époque, bête noire des coloniaux français entre autres.

La question n'a cessé de se poser ainsi depuis deux siècles ou à peu près aux Musulmans. Elle eût étonné, sous cette forme, les gens du Moyen Age, musulmans ou chrétiens. Elle considère comme valable au départ la notion de progrès. L'histoire est regardée comme une route allant vers plus de bonheur ou de bien-être, une route où certains se hâtent tandis que d'autres piétinent et d'autres encore retournent en arrière ou s'égarer dans des chemins de traverse.

En Occident, on le sait, la notion de progrès, naguère universellement admise, est en crise. Les faits semblent toujours forcer à admettre le progrès technique et matériel comme une loi de l'histoire. Mais on ne pense plus comme autrefois qu'il est forcément parallèle au progrès des structures intellectuelles de la conscience, à celui des mécanismes politiques, surtout à celui du comportement éthique.

La question concernant le rôle progressif ou non de l'Islam avait été posée à Chekîb Arslân par l'*imâm* d'un maharadja de Borneo. Elle était posée tout aussi bien par les polémiques (qui n'épousaient pas du tout le clivage droite-gauche) engagées, il y a une vingtaine d'années en France, autour de la guerre d'Algérie. Certains craignaient et d'autres feignaient de craindre qu'une victoire des révoltés ne signifiât une « régression » sur le plan de « la civilisation ». Ils invoquaient le caractère fanatique, ignorantiste, antiprogressif couramment attribué à l'Islam. Je crus pouvoir répondre alors à ces arguments par une conférence intitulée précisément *L'Islam, doctrine de*

progrès ou de réaction ? que je prononçai en janvier 1961 à la Sorbonne, l'endroit même où, en mars 1883, Ernest Renan avait conféré sur *L'islamisme et la science*. Il y prononçait un constat d'arriération, de déchéance, de déclin des peuples musulmans. Il avançait une explication. Ce qui avait causé ce déplorable développement, c'était le règne brutal du dogme musulman gouvernant toute la société sans séparation possible des domaines respectifs du spirituel et du temporel (1).

Contredisant les thèses de mon illustre devancier, je ne remettais pourtant pas en cause un autre dogme, celui du progrès. Cela m'a été sévèrement reproché par un éminent sociologue. Je pense maintenant que celui-ci a eu raison sur ce point, avec le seul tort de n'avoir pas regardé de plus près le contenu de mon argumentation, et son développement dans d'autres parties du livre en question.

Il faut toujours le répéter malgré l'évidence. Parler d'un concept sans le définir est parfaitement vain. De quel progrès s'agit-il ?

Depuis le Paléolithique inférieur, il y a toujours eu une partie au moins de l'humanité où les connaissances rationnelles s'accroissaient, où les techniques de travail de la matière s'amélioraient. Tout cela se diffusait malgré l'isolement primitif des peuples. L'invention de l'arc et de la flèche, sûrement très ancienne, s'est diffusée presque partout.

Par contre, les mécanismes de distribution du pouvoir n'ont guère avancé. Les tribus demeurées au stade technique le plus archaïque ont souvent des mécanismes démocratiques, souvent aussi des traits de despotisme et d'exploitation. L'augmentation régulière de dimension des unités politiques, l'accroissement de la complexité de l'organisation n'ont fait que magnifier la taille des phénomènes.

Le libéralisme et le marxisme occidentaux ont enseigné que le progrès scientifique et technique, accroissant la quantité des biens à la disposition des hommes, réduirait ou abolirait même les antagonismes autour de la distribution du pouvoir. On aurait dû toujours remarquer pourtant que les luttes pour le pouvoir, dans l'histoire, se sont, la plupart du temps, déroulées entre des gens et des groupes bien pourvus suivant les catégories du lieu et de l'époque. Les phénomènes de l'histoire récente ont mis radicalement fin à l'illusion en question. Doit-on écarter alors simplement la question telle qu'elle est posée dans le titre de cet article ? Peut-être doit-on surtout la reformuler en des termes plus précis et plus adéquats.

Il y a des facteurs qui favorisent ou qui entravent la poursuite

(1) Cf. M. RODINSON, *Marxisme et monde musulman*, Paris, Seuil, 1972, p. 95-129.

du progrès scientifique et technique. Tant qu'une fraction immense de l'humanité souffre tragiquement d'une pénurie des biens mis à sa disposition, il est désirable que ce progrès se poursuive pour multiplier les biens qu'il sera au moins *possible* de distribuer.

Il y a des facteurs qui favorisent ou qui entravent la distribution des pouvoirs de contrôle de la société par le plus grand nombre et au bénéfice du plus grand nombre. Il est désirable que cette distribution soit la plus large possible, limite au maximum les moyens de coercition d'un homme, d'un groupe, d'une couche sociale, d'une caste ou d'une classe, d'un peuple à l'égard des autres. C'est là une idée qu'il est devenu non pas impossible, mais difficile de nier maintenant (c'est là un progrès dont on n'a pas parlé ci-dessus, le progrès des idéaux sociaux à défaut de celui, bien moins universel et certain, des réalités sociales).

On peut donc concevoir dans ce sens, non pas un progrès politique et social unilinéaire, sans retours en arrière, étendu automatiquement à des masses humaines de plus en plus nombreuses, mais des progrès limités, partiels, aléatoires. Il vaut encore la peine d'œuvrer pour cela sans illusions excessives, de défendre les facteurs qui vont dans ce sens, de combattre les facteurs contraires.

La position de la question qui me fut suggérée en 1961 comme en 1979, qui sert de titre à cet article, part d'un présupposé que je n'ai cessé de combattre, mais qui a une part (une part seulement) de validité. C'est l'idée spontanée qu'un des facteurs en question, le plus important même dans la pensée implicite de beaucoup, est une idéologie, un système d'idées, une doctrine. Une doctrine favorable ou non aux progrès (j'emploie maintenant le pluriel) conditionnerait l'histoire réelle d'un groupe, d'un peuple, d'un ensemble de masses humaines, d'une communauté. L'Islam, le christianisme, le marxisme, le rationalisme cartésien, etc., sont censés jouer ce rôle. Le difficile est de définir la part de validité de cette conception et sa part d'erreur.

Elle comporte certainement, malgré son acception d'autant plus large qu'elle est souvent inconsciente, une large part d'erreur. Les idéologies adoptées officiellement par des mouvements ou des Etats sont souvent (pour le moins) transformées par la société qui les admet en principe, par le mouvement ou l'Etat qui prétend les suivre. Leurs préceptes sont interprétés souvent au contraire de leur sens premier et évident. Parfois, tout simplement, on les occulte, on les oublie. Les chevaliers du Moyen Age, persuadés d'être bons chrétiens, écoutaient dévotement les prêtres répéter les incitations évangéliques à l'amour de l'ennemi, à la non-violence, au total désintéressement, à l'abandon des richesses. Dans le même souffle,

ils allaient trucider leurs voisins ou leurs vassaux pour des intérêts sordides ou pour une vexation tenant à leur « honneur », concept ignoré de Jésus de Nazareth et que l'esprit de ses idées ne pouvait que pousser à dédaigner. Quelle société chrétienne a jamais appliqué profondément, dans sa structure, dans sa vie totale, l'esprit de l'Evangile ? Il serait faux de penser qu'il en aille autrement de l'Islam.

Cependant, les idéologies sont loin d'être sans efficace. Il faut par conséquent au moins prendre en considération leurs différences. Il y a des idéologies plus ou moins « totalitaires », je veux dire qui prétendent réglementer un nombre plus ou moins grand de comportements et mêmes d'idées jusque dans la vie privée des individus. Elles peuvent ne pas être totalitaires au départ et le devenir, ou l'inverse. Pourtant, les idées de départ exercent une influence constante, peuvent être revivifiées après des siècles d'oubli, du fait que des corpus de textes les ont sacralisées.

Une idéologie d'Etat (et cela est vrai de l'Islam, du marxisme et des autres) n'empêche pas de se poursuivre des dynamiques sociales autonomes. Ce sont souvent celles-ci qui la transforment de l'intérieur et non l'inverse. Parmi ces dynamiques, on peut discerner immédiatement la dynamique des luttes internes et externes pour le pouvoir, la dynamique de la diffusion et de l'évolution des traits culturels, la dynamique des compétitions et luttes entre groupes ethnico-nationaux, la dynamique des relations économiques.

Mais il est vrai que l'idéologie peut être apte (ou être rendue apte) à sacraliser une structure politique ou sociale, un type de pouvoir, un faisceau de traits culturels, une ethnie. Cette sacralisation influence fortement la masse des fidèles, des adhérents de la communauté idéologique. Elle peut servir d'arme politique puissante.

Toute idéologie érigée en idéologie d'Etat, si elle est sacralisée au maximum en lui attribuant une origine divine ou une validité « scientifique » incontestable, si sa remise en cause est interdite, si une couche d'interprètes autorisés a le monopole de décider de ses conséquences intellectuelles et pratiques, constitue un frein au progrès scientifique, politique, social et même technique. Sur ce point, Renan avait raison. Mais il y a des degrés dans le caractère contraignant attribué à cette doctrine, dans l'autorité conférée à ses interprètes.

Toute doctrine, même scientifiquement établie au départ, toute institution bâtie autour d'une doctrine (on parlait à ce propos, il y a peu, des associations de psychanalystes !) a tendance à figer, à geler (en arabe *tajmîd*, concept souvent dénoncé) la liberté de la pensée et par conséquent le progrès. Mais cet effet est maximisé par les intérêts de groupe, l'institution d'Etat ou appuyée par

l'Etat, l'Inquisition et la police. L'Islam est loin d'être seul en cause.

Une des formes courantes de la sacralisation d'une doctrine ou au moins d'un faisceau d'idées est ce qu'on peut appeler le patriotisme de communauté. Il est sécrété normalement par toute communauté idéologique. Tout patriotisme de communauté passe par des fluctuations suivant les situations changeantes. Un type de ces fluctuations le pousse vers le fanatisme. C'est une tendance constamment prête à se réaliser.

Pour ce qui est de l'Islam, le patriotisme de communauté au Moyen Age a été limité dans ses effets par toutes sortes de facteurs. Avant tout sans doute, la fragmentation des pouvoirs politiques, des Etats au sein de la communauté empêchait une action commune en règle générale, une unification des volontés et de la direction. Facteur général pour l'époque, la pauvreté des moyens de diffusion des idées et d'administration des hommes entravait tout effort de mobilisation des masses. Si la Loi de l'Islam était de type totalitaire — au sens défini ci-dessus —, le centre n'existait pas la plupart du temps, les moyens manquaient pour la faire appliquer.

Les moyens modernes de diffusion et d'administration, la force que peut acquérir un centre étatique rendent possible de concevoir une communauté gouvernée par les principes d'une idéologie plus ou moins totalitaire. N'oublions pas pourtant que les moyens se sont multipliés aussi pour permettre à tout groupement de combattre le système qui régit la société où il s'insère.

A la différence du christianisme, l'Islam a toujours prétendu avoir vocation à structurer non seulement les aspirations spirituelles ou la vie morale, mais aussi la société dans son ensemble, à forger sur terre le meilleur type de société possible, équitable et conforme à la volonté bienveillante de Dieu. Les préceptes consignés dans son corpus de référence, dans ses livres sacrés sont fort loin de rendre possible la concrétisation de cette ambition. Mais l'idée est toujours demeurée vivante que les moyens existaient (implicitement au moins), contenus de quelque façon dans la doctrine, de réaliser cet idéal de société équitable, si vaguement défini qu'il ait été.

Les circonstances historiques ont toujours maintenu vivant le patriotisme de communauté. Dans les derniers siècles, ils l'ont même accentué, enflammé, rendu plus virulent. Les valeurs développées dans l'Occident chrétien à l'époque moderne ont profondément pénétré le monde musulman : l'aspiration à une société progressive, aisée et libre. Elles ont été diffusées par des élites et ont atteint d'assez larges masses.

Mais l'application des recettes découvertes par l'Europe de

contrôle politique des gouvernants par les masses ou de structures sociales plus égalitaires a été faite de façon fort peu convaincante. Les élites d'ailleurs réglaient cette application de façon à conserver les prédominances anciennes ou bien les révoltes (comme ailleurs) établissaient des hiérarchies nouvelles. Pour canaliser le bénéfice des ferveurs investies dans le patriotisme de communauté, les élites anciennes et nouvelles se hâtaient d'identifier les valeurs modernes à celles de la religion ancestrale. La liberté, l'égalité, la science avaient été exaltées par Mahomet avant Rousseau et Newton.

Quand on fut suffisamment exaspéré de découvrir, derrière l'invocation des recettes occidentales, les dominations anciennes et nouvelles, l'idée devint tentante de regarder à nouveau vers Mahomet au lieu de Rousseau et Newton, un Mahomet repensé d'ailleurs sans qu'on s'en aperçût sous l'influence de Rousseau et de Newton. Cette solution était plus satisfaisante pour le patriotisme de communauté. Les moyens modernes permettaient de concevoir l'application systématique de principes que définirait plus précisément un centre donné émanant de la communauté même. Quant aux résultats, ils n'ont pas encore eu le temps de se dévoiler. Mais on peut tout craindre d'une nouvelle orthodoxie (quelque anciens qu'en soient les fondements) dont l'interprétation serait le monopole d'une couche de théologiens à formation fort unilatérale et fort archaïque.

On excusera le désordre de ces notations rédigées un peu hâtivement, exigeant des compléments et des nuances que je ne puis développer ici. Je conclurai ainsi. L'Islam n'est en lui-même, à lui seul, ni un facteur de conservatisme ni un facteur de progrès. Tout au plus pourrait-on dire que les circonstances de ses origines l'ont doté d'ambitions sur le plan politique et social qu'il n'a pas — en tant que doctrine — les moyens de concrétiser. Il y a là un danger. Les interprètes autorisés peuvent aisément imposer une interprétation dont la seule qualité est de sacraliser leur position privilégiée.

Mais une doctrine jamais ne suffit à mettre en condition toute une société, toute une histoire. L'Islam est ce qu'en font, ce qu'en feront les Musulmans. Des interprétations dans le sens de tous les progrès n'ont pas manqué non plus ni dans le passé ni de nos jours. Les *mollahs* ne sont pas seuls en cause et d'ailleurs les *mollahs* changent aussi. Les idéaux qu'on prêche au nom de Mahomet ou de Rousseau, d'Ali ou de Marx pénètrent les masses s'ils leur semblent garantir la satisfaction d'aspirations qui existaient bien avant tous ces grands hommes. Et si ces fidèles sont déçus, l'invocation du nom de ceux-ci ne suffira pas à calmer les colères qui exploseront.